

EN GRÈVE FACE AU MÉPRIS EN GRÈVE FACE AU CHAOS

DÉCLARATION DE SUD ÉDUCATION PARIS AU CTA DU 11 JANVIER 2022

Après 2 années passées à laisser les personnels et élèves affronter la circulation du virus au gré des vagues, sans être en mesure de jouer son rôle de protecteur, le ministère de l'Éducation nationale n'a pas changé de cap pour cette rentrée 2022 et nous avons vécu une nouvelle rentrée dans des conditions plus que précaires qui, au-delà de notre propre santé et de celle de nos élèves, mettent la santé publique en jeu.

Laisser les écoles ouvertes martèle Blanquer. Certes mais encore ? À part laisser les fenêtres ouvertes, porter le masque en récréation, allonger notre temps de travail pour ne pas mélanger les groupes d'élèves, faire travailler les agent-es dans des conditions terribles pour assurer le nettoyage des locaux, que nous propose-t-on concrètement ?

Cela fait bientôt 2 ans que nous réclamons, non pas la fermeture des écoles mais leur sécurisation notamment et donc des masques FFP2, des capteurs CO₂, des assainisseurs d'air, du personnel supplémentaire, du gel hydroalcoolique... 2 ans que nous n'obtenons rien d'autre que des protocoles de pacotille dont nous portons entièrement le poids en terme de pénibilité au travail. Et ce sont pas les nouveaux allègements annoncés par Jean Castex hier qui vont nous rassurer ! Ces simplifications sont scandaleuses au regard des enjeux de santé publique.

À Paris nous faisons face à des taux de contamination encore jamais atteints (près de 2 personnes sur 50 sont officiellement positives à la COVID-19), mais on nous martèle à longueur de journée que la France est le pays qui laisse ses écoles ouvertes. Blanquer dit d'ailleurs que c'est la dernière chose à fermer et on peut se demander s'il inclut les hôpitaux dans les endroits à fermer avant les écoles...

Ceci dit, les écoles, nous aussi nous les voulons ouvertes à toutes et tous. Notamment parce que nous sommes bien placé-es pour savoir que les conditions de vie et même de survie de plusieurs familles sont considérablement aggravées par leur fermeture, surtout si cette fermeture n'est ni préparée en amont ni accompagnée par des mesures sociales fortes (continuité de la restauration scolaire au moins sous forme de distribution alimentaire, prêt de matériel, organisation de sorties en extérieur pour les élèves). Au vu de la situation sanitaire actuelle, on était toutefois en droit de se demander si, avec le brassage inhérent à un retour de vacances que beaucoup ont passé en famille, le retour dans des écoles non sécurisées ne risquait pas de faire circuler davantage le virus et ne revenait pas à jouer à la roulette russe avec un variant qu'on espère résolument plus doux sans savoir dans quelles proportions et sans en maîtriser toutes les conséquences éventuelles sur le long terme. Et c'est bien ce qui s'est passé : le virus s'est répandu comme une traînée de poudre et a complètement désorganisé les écoles et les établissements parisiens. Le grand responsable de ce chaos, c'est le ministre Blanquer, qui a attendu la veille de la rentrée pour communiquer, dans un journal payant, les informations sur le protocole sanitaire. Face à autant de mépris, face aux bricolages institutionnels, face aux solutions insensées et insultantes que la hiérarchie propose, SUD éducation Paris a appelé à la grève cette semaine, dès ce mardi 11 janvier en solidarité avec les soignant-es et le jeudi 13 janvier aux côtés de l'ensemble des organisations syndicales.

Parce que nous ne pouvons plus tolérer le mépris, les mensonges, l'improvisation permanente, les ordres et contre-ordres de Blanquer et de ses subalternes.

Parce que nous exigeons que tout soit fait pour garantir la sécurité pour nos élèves, leurs parents et nous-mêmes : des capteurs de CO₂, des assainisseurs d'air, des masques chirurgicaux et des FFP2 gratuits, des moyens humains, un cadre clair sur les fermetures des classes.

Parce que nous ne voulons pas être les soldats d'une stratégie favorisant la circulation du virus en faisant le pari incertain et risqué d'une immunité collective acquise par une contamination massive.

Parce que l'explosion du nombre de cas positifs met en danger le bon fonctionnement des conditions d'enseignement-apprentissage : vies scolaires surchargées, personnels RASED détourné-es de leurs missions, infirmier·ères débordé-es, inclusion des élèves à besoins particuliers rompues, aides aux élèves en difficultés annulées... Ne ne voulons pas subir cela plus longtemps !